



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Nord
17 MARS 2026**

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/DW

**Arrêté préfectoral abrogeant les mises en demeure du 25 février 2021
et du 16 janvier 2023 prise à l'encontre de la société
CEVA AIR ET OCEAN INTERNATIONAL (EX-SOGETRA)
pour son établissement situé à COUDEKERQUE-BRANCHE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 accordant à la société SOGETRA l'autorisation environnementale d'exploiter des entrepôts de stockage de matières combustibles et d'aérosols et l'instauration de servitudes d'utilité publique pour son installation située sur le territoire de COUDEKERQUE-BRANCHE ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 25 février 2021 et du 16 janvier 2023 mettant en demeure la société SOGETRA de respecter certaines dispositions de l'arrêté du 25 février 2020 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2025 portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société CEVA AIR ET OCEAN INTERNATIONAL pour les entrepôts de stockage de matières combustibles et d'aérosols situés sur le territoire de la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE ;

Vu le rapport du 23 janvier 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement constatant le respect par l'exploitant des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2021 et 16 janvier 2023 transmis à l'exploitant le 12 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant ce qui suit :

1. au cours de la visite d'inspection du 23 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 25 février 2021 et du 16 janvier 2023 sauf pour le local de charge pour lequel des actions complémentaires sont nécessaires ;

2. l'exploitant a transmis par courriel du 7 février 2025 les actions correctives et les devis signés permettant de lever les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 25 février 2021 et du 16 janvier 2023 pour le local de charge :

- le devis SETIB signé de l'exploitant en date du 7 février 2025 (devis référencé 2025 1191) ;
- le devis FPI signé de l'exploitant en date du 7 février 2025 (devis référencé DEV4494) ;

3. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 25 février 2021 et du 13 janvier 2023 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Abrogation des mises en demeure

Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 25 février 2021 et 16 janvier 2023 mettant en demeure la société CEVA AIR et OCEAN INTERNATIONAL (ex-SOGETRA), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 7 allée de l'arche à COURBEVOIE (92400) de se conformer aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables pour son établissement sis rue Joseph FLIPO à COUDEKERQUE-BRANCHE (59210), sont abrogées.

Article 2 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 La Défense Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de COUDEKERQUE-BRANCHE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de COUDEKERQUE-BRANCHE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

17 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

